

3.5 Logique d'intervention

Dans le cadre de ce premier programme de l'Union Européenne dédié à l'éducation en RDC, cette action contribuera au renforcement du système éducatif, et ce spécifiquement dans des zones de crise, en accord avec la politique de gratuité l'éducation adoptée en 2019 par le gouvernement. Elle sera menée selon une approche sensible aux conflits et au principe « Ne pas nuire ». L'action inculquera des comportements et des approches susceptibles de contribuer à l'apaisement des tensions entre groupes.

L'intervention ciblera principalement deux provinces : la province de l'Ituri, en conflit actif, et du Kasaï Central, province caractérisée comme « post-conflit », et privilégiera comme zones d'intervention les zones de santé couvertes par le programme santé de l'Union Européenne, afin de permettre une logique de complémentarité entre le système éducatif et sanitaire. Une approche différenciée devra être mise en œuvre mais toutes deux étofferont la stratégie triple Nexus « Humanitaire-développement-paix » qui vise à assurer la coordination et la continuité entre les actions humanitaires et de développement (dans le domaine de l'éducation, les déplacements de population sont un problème récurrent de continuité).

L'élaboration d'une analyse des risques précise et de plans de contingence (plan de réduction de risques en milieu scolaire) seront des prérequis demandés aux partenaires de mise en œuvre, étant donné le contexte des zones d'intervention. En cas d'exacerbation de la situation sécuritaire, ces plans permettront d'évaluer certaines modifications de la localisation de leur intervention dans des zones plus pertinentes pour la mise en œuvre de l'action.

Si les enfants ont accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité, répondant aux normes en matière d'hygiène, sanitaires et de sécurité, alors l'achèvement du cycle primaire des enfants vulnérables sera amélioré. Les infrastructures seront réhabilitées et équipées (notamment en terme d'eau, hygiène et assainissement, avec une attention portée sur les besoins des filles), et des espaces d'apprentissage, temporaires/semi-permanents/permanents, pourront être mis en place en fonction des besoins, afin de s'assurer que les élèves disposent d'un environnement accessible, sûr et propice à l'apprentissage. D'autres mesures spécifiques d'aide à la fréquentation scolaire au profit des plus défavorisés seront mis en place (fourniture d'intrants scolaires, mise en place de coopérations scolaires, de cantines scolaires, distribution de bourses scolaires...). Notons que des activités de mise en place de cantines scolaires seront déjà mises en œuvre par l'Union Européenne, à travers l'action « Unis pour la Santé et l'Education ». Ainsi, il sera possible d'approfondir ou de développer ces activités, en se basant sur les leçons apprises et l'expertise gagnée par les précédentes actions.

Si les communautés sont sensibilisées au maintien des enfants en milieu scolaire, alors l'achèvement du cycle primaire sera amélioré. C'est pourquoi des activités de sensibilisation seront menées permettant aux communautés de s'approprier et comprendre la valeur de l'éducation, et spécialement celle des filles. D'autres activités visant à éliminer les barrières de genre seront mises en place, telles que des mesures permettant de favoriser la sécurité dans et à proximité des écoles (Plan de protection communautaires, comités de parents...). Des activités pilotes seront également mises en place afin de prendre en compte l'éducation inclusive et spécialisée.

L'accès et l'achèvement du cycle primaire sera amélioré également si les enfants déplacés et en décrochage scolaire sont pris en charge et si un système d'identification et d'orientation pour les enfants vulnérables est renforcé. C'est pourquoi des mécanismes apportant un support psychosocial seront également proposés aux enfants et aux communautés vivants dans les zones de crises. Ceux-ci sont ou ont été en effet témoins d'événements stressants durant les conflits et/ou les déplacements, pouvant engendrer des mécanismes d'adaptation négatifs. Sans la mise en place de suivi et de mécanismes de support, ces enfants peuvent vite perdre tout intérêt à l'école et se retrouver déscolarisés. La santé mentale et le bien-être de l'enfant seront ainsi promus par des activités de sensibilisation, formations, et mise en place de stratégies innovantes. De plus, afin de limiter les décrochages scolaires, des activités de remédiations et de rattrapages scolaires seront organisés pour les élèves en difficultés et déscolarisés.

Si les compétences et le savoir-faire des acteurs de l'éducation est renforcée et si le matériel pédagogique est disponible, alors la qualité de l'enseignement sera améliorée. Ainsi des formations et ateliers seront organisés à destination du corps enseignant dans les matières dispensées, ainsi qu'en pédagogie et autres thématiques pertinentes dans un contexte de crise. Des séances de sensibilisation à la psychologie de l'enfant et lutte contre les violences (dont la violence basée sur le genre) seront ainsi dispensées. Les enseignants seront renforcés et soutenus dans un environnement protecteur et pourront dispenser des formations appropriées favorisant l'insertion sociale, économique et le bien-être des enfants.